



## Honduras : une terre déchirée de putsch en putsch

Par [Adolfo Pérez Esquivel](#)

Mondialisation.ca, 10 juillet 2009

[ALAI](#) 10 juillet 2009

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Le gouvernement de fait au Honduras cherche à justifier l'injustifiable après l'arrestation et l'expulsion du pays du Président Manuel Zelaya. J'insiste encore sur le fait qu'ils ne pourraient pas faire de coup d'État sans le consentement du Pentagone et de la CIA, qui agissent au-delà du Président Barak Obama.

Je viens de recevoir des nouvelles du Honduras de journalistes et de dirigeants sociaux qui ont réussi à se cacher pour éviter la répression et pouvoir continuer à informer sur ce qui se passe dans le pays. Les dictateurs ont imposé la censure à tous les media et ont confisqué du matériel et arrêté des journalistes ; les violations par les forces armées continuent, dans les maisons et les milieux considérés comme opposants en violant les droits de l'Homme.

Le Secrétaire Général de l'OEA, José Miguel Insulza, n'a pas obtenu les résultats escomptés lors de son voyage à Tegucigalpa et ils ont pris des sanctions contre le Honduras.

Les dictateurs n'ont pas voulu entendre la voix des présidents qui réclament la retour au pouvoir du président Manuel Zelaya ; au contraire, ils ont durci leur position en menaçant de l'emprisonner s'il revenait dans le pays. Ils ont déchaîné une forte répression contre les marches en appui du Président, entraînant des centaines de blessés et d'arrestations. Le gouvernement de fait est responsable de la vie et de la sécurité et de ce qui pourrait arriver au Président Zelaya et à la population.

La préoccupation s'accroît quand on voit que le Président Obama a réagi faiblement pour défendre la démocratie au Honduras, tandis que les dirigeants latino-américains de l'OEA, demandaient à ce qu'il s'exprime en défense de la démocratie et contre le coup d'État.

Les faits démontrent qu'une chose est de dire et qu'une autre est de faire, quand Obama refuse de recevoir le Président hondurien Manuel Zelaya.

C'est un fait négatif et préoccupant qui met en évidence la complicité du gouvernement des Etats-Unis dans le coup d'État, que nous devons considérer comme une expérience pilote pour imposer de nouveau des gouvernements anti-démocratiques, ce qui provoquerait un précédent grave et dangereux pour tout le continent latino-américain.

Nous devons nous souvenir des tentatives de coup d'État au Vénézuéla, en Bolivie et Haïti, comme le conflit de moindre intensité avec l'attaque de la Colombie et des États-Unis contre l'Équateur.

La question qui surgit est si Obama était ou non au courant du coup d'État au Honduras, pays qui possède une longue et douloureuse histoire de domination nord-américaine, il suffit

de se souvenir du « vice-roi » John Negroponte, ambassadeur des États-Unis au Honduras et de son rôle actif dans la démolition des gouvernements et son appui à la contre-insurrection contre la Révolution Sandiniste, au Nicaragua, au Salvador, au Guatemala et dans la préparation, le financement et la percée des Contras et des groupes paramilitaires et policiers dans la région, comme l'installation de bases nord-américaines en territoire hondurien.

L'héritage reçu par Obama du gouvernement précédent est lourd et jonché de difficultés, comme les guerres en Iraq et en Afghanistan, où la seule chose qu'a laissée l'invasion à ces pays est la faim, la destruction et la mort. Les pertes innombrables, la destruction de la capacité économique et culturelle, et le saccage des ressources naturelles et des biens de ces pays sont le résultat de l'impunité juridique des forces armées des États-Unis, responsables de crime de lèse-humanité.

Le gouvernement d'Obama n'a pas pu, jusqu'à aujourd'hui, avancer dans ses intentions et ses promesses électorales d'éradiquer la pratique de la torture et la dégradation humaine dans les prisons d'Abu Graib, en Iraq et à Guantanamo, Cuba, et les fermer définitivement.

Il est évident qu'il n'a ni les moyens de renverser les politiques introduites par le gouvernement de George Bush, et des autres gouvernements qui l'ont précédé, ni la possibilité de fermer ces prisons qui sont une offense à l'humanité.

Les décors ont changé sur le continent. Les gouvernements latino-américains de l'OEA assument leur responsabilité de renforcer les processus démocratiques. Il est nécessaire de soutenir les dirigeants qui ont décidé d'accompagner Zelaya au Honduras et de réclamer ses droits.

Les Nations Unies et la communauté internationale a répudié le coup d'État au Honduras et réclame le retour de Zelaya. Il est nécessaire que les organisations sociales, les syndicats, les églises, les mouvements estudiantins et les intellectuels, les moyens de communication et les réseaux sociaux et informatifs, s'associent solidairement pour empêcher l'instauration au Honduras, ou dans un autre pays, de dictatures militaires.

Ce qui se passe aujourd'hui au Honduras nous affecte toutes et tous. Il est nécessaire de redoubler d'efforts et réclamer aux organismes financiers comme la BM, le FMI, le BID et l'Union Européenne, de bloquer toute aide à la dictature hondurienne, jusqu'à la restitution à sa charge du président Zelaya.

Les putschistes doivent être traînés devant la justice, les civils comme les militaires, les chefs d'entreprise et les religieux qui sont complices et ont soutenu le coup d'État militaire.

Le président Obama a encore plus de travail en attente avec les peuples. Nous connaissons les difficultés qu'il a à faire des changements dans la politique des États-Unis. S'il ne les assume pas avec courage et décision, il finira par agir comme ceux qu'il a critiqué et ont mené à la grave situation que vit aujourd'hui ce pays, et au dommage provoqué à d'autres peuples dans le monde. La situation hondurienne mettra en évidence s'il est disposé à défendre la démocratie et assumer les changements promis ou si tout ne fut que des paroles sans contenu.

L'église catholique doit se prononcer avec clarté et pas avec des attitudes à double sens, comme l'a exprimé au nom de la Conférence Épiscopale Hondurienne, l'Archevêque Auxiliaire

et porte-parole à Tegucigalpa, Monseigneur Pineda, qui recommande que Zelaya ne voyage pas au Honduras et les phrases évasives sur le fait qu'il faille faire face au coup d'État. Le double discours et le manque de courage est vivant dans la hiérarchie ecclésiastique.

Jésus a toujours eu des positions claires et concrètes en face des injustices. Les archevêques devraient apprendre du Maître.

La terre tourmentée du Honduras réclame la solidarité des peuples d'Amérique Latine et du monde. Il est nécessaire de résister dans l'espérance.

Article en espagnol : <http://alainet.org/active/31464>

Traduction : Jean-Michel Hureau pour Le Grand Soir <http://www.legrandsoir.info>

La source originale de cet article est [ALAI](#)  
Copyright © [Adolfo Pérez Esquivel](#), [ALAI](#), 2009

---

Articles Par : [Adolfo Pérez Esquivel](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)